

Questions orales

[Traduction]

L'AGRICULTURE

LA SÉCHERESSE DANS L'OUEST—L'AIDE FÉDÉRALE

M. Vic Althouse (Humboldt—Lake Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture et a trait aux propositions d'aide aux victimes de la sécheresse qu'il a exposées hier aux journalistes à l'extérieur de la Chambre. Il a dit qu'il approvisionnerait les éleveurs de bétail en eau et en fourrage, qu'il ferait déplacer les troupeaux vers les pâturages, qu'il surveillerait les prix du bétail pour éviter les ventes excessives, et qu'il offrirait l'assurance-récolte là où la terre est trop aride pour ensemençer.

Des voix: Bravo!

M. Althouse: Peut-il nous dire comment s'appliquera la condition relative à l'impossibilité d'ensemencer nécessaire pour toucher l'assurance-récolte, et si elle s'applique à l'heure actuelle?

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, il est évident que mon honorable collègue présente sous un faux jour la conversation que j'ai eue hier à l'extérieur de la Chambre. Je n'annonçais pas les détails d'un programme d'aide aux victimes de la sécheresse, j'avais tout simplement une conversation sensée avec des journalistes qui s'intéressent aux mesures logiques et sensées qui feraient partie d'un programme qu'un gouvernement fédéral aussi bien que les autorités provinciales devraient songer à offrir si la situation dégénérerait effectivement en sécheresse grave.

● (1440)

LA SURVEILLANCE DES PRIX DU BÉTAIL

M. Vic Althouse (Humboldt—Lake-Centre): Monsieur le Président, en ce qui a trait à la surveillance des prix du bétail, le ministre pourrait-il nous préciser quelles mesures, le cas échéant, viendront s'ajouter à ce système de surveillance des prix? Le gouvernement va-t-il commencer à procéder à des achats, afin d'empêcher une chute de prix, et qu'elle est la réaction des propriétaires de parcs d'engraissement à la proposition en question?

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, là encore, selon moi, le député met la charrue avant les boeufs. Il faudra examiner tous les aspects dans leur ensemble, et non de façon distincte. Nous n'agissons pas de façon unilatérale. Nous poursuivrons plutôt dans la voie que nous suivons depuis le début du mois de février.

Des questions de ce genre seront réglées après consultation avec nos homologues provinciaux et les membres des comités de sécheresse. En fait, j'insiste pour que des représentants des associations d'éleveurs et de producteurs assistent à la rencontre qui aura lieu à Calgary, mardi prochain, et dont j'espère pouvoir profiter pour visiter certaines des régions touchées.

L'ENVIRONNEMENT

LA DIMINUTION DE LA COUCHE D'OZONE

M. Alan Redway (York-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Environnement. Est-il vrai que le ministère de l'Environnement s'est aperçu que la couche d'ozone au-dessus de l'Arctique canadien avait beaucoup diminué? En outre, le ministre peut-il nous garantir que le traité sur la couche d'ozone sera au programme du sommet économique de Toronto, le mois prochain?

L'hon. Tom McMillan (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, je peux confirmer que les scientifiques du gouvernement fédéral et d'autres scientifiques s'inquiètent vivement de la diminution de la couche d'ozone, dans la région dont le député a parlé et ailleurs. Ainsi, on a assisté à une diminution de 2 à 3 p. 100 de la couche d'ozone au-dessus de la ville de Toronto de 1976 à 1983 environ, la dernière année pour laquelle nous avons des données sur cette question.

Lors du sommet en question, le premier ministre soulèvera la question de la diminution de la couche d'ozone au nom du Canada. En particulier, nous allons exhorter le groupe des sept à ratifier le protocole de Montréal. Nous voulons nous-mêmes le faire avant cette rencontre, mais nous en sommes empêchés par les sénateurs libéraux qui retardent l'adoption de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement. Tant que le Sénat n'agira pas rapidement, comme la Chambre des communes l'a fait, nous ne pourrons donner l'exemple au sujet de ce problème planétaire extrêmement important.

* * *

[Français]

LA DÉFENSE NATIONALE

OPPOSITION À L'ACHAT DE SOUS-MARINS ATOMIQUES PAR LE CANADA

L'hon. André Ouellet (Papineau): Monsieur le Président, en l'absence du ministre de la Défense nationale, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Hier, on apprenait que 59 p. 100 des Canadiens et Canadiennes s'opposent à l'achat de sous-marins nucléaires. Après plus d'un an de propagande du gouvernement conservateur, celui-ci n'a pas réussi à convaincre la population que l'achat de ces sous-marins était une bonne affaire. Est-ce que le vice-premier ministre est prêt aujourd'hui à écouter la voix de la population et à abandonner cette politique mal conçue?

[Traduction]

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, comme le sait le député, les sondages effectués dernièrement accusent de sérieux écarts. D'après un sondage effectué en avril 1988 par Angus Reid, 47 p. 100 de la population approuve cette idée et 47 p. 100 la désapprouve. D'après un sondage effectué par Decima Research le 20 avril 1988, 42 p. 100 des gens approuvent cette initiative. Seulement 10 p. 100 des personnes auxquelles on a demandé si le Canada devait compter sur les sous-marins américains pour assurer la sécurité sous les glaces de l'Arctique ont répondu affirmativement.